

Que dire de la position des Tories? Au cours de ce débat, les Tories ont parlé de la réforme fiscale comme si tout changement, dans quelque domaine que ce soit, serait terrible. Ils n'ont pu s'élever contre leurs amis gros commerçants. L'orateur précédent soutenait que les gens de l'Ouest étaient différents des autres. Je ne crois pas aux nationaux canadiens. Ce parti croit en un régime de libre entreprise. J'ai demandé à un ami conservateur ce qu'il entendait par libre entrepreneur. Lorsque je lui ai demandé si ce concept remontait à Adam Smith, il m'a répondu non, seulement jusqu'à Adam. Lorsque je lui ai demandé ce qu'il entendait par là, il m'a répondu qu'Eve était libre et qu'Adam était libre entrepreneur.

Des voix: Expliquez-vous.

M. Peters: C'est peut-être vrai, monsieur l'Orateur; il se peut que ce soit leur attitude, mais je trouve très étonnant qu'en matière de fiscalité ils aient tendance à condamner toute réforme.

• (5.30 p.m.)

L'hon. M. Dinsdale: Non.

M. Peters: Le député répond non; j'exagère peut-être. Ils conviendront, je suppose, que certaines exemptions personnelles avaient du bon, mais ils ont fait beaucoup de bruit autour des mauvaises réformes, réformes qui me paraissent seulement un pas très minuscule dans la voie de la réforme fiscale, tout comme l'ont été les exemptions personnelles. Les députés ne peuvent naturellement pas avoir le drap et l'argent.

Je suis surpris de les entendre qualifier Carter de socialiste. Je le croyais conservateur. Même s'il avait été un peu plus à droite, il aurait pu être libéral. Je puis toutefois assurer les députés que rien dans les propos de Carter n'aurait pu me convaincre qu'il est socialiste. Le rapport de Carter et des membres de sa Commission ne préconise certes pas la doctrine socialiste du prochain siècle.

Beaucoup d'entre nous acceptions les propositions de Carter car elles découlaient d'une étude approfondie de nos structures fiscales. Ce qu'il a établi, c'est purement et simplement qu'un dollar est un dollar. Je suis d'accord là-dessus. Les allocations familiales que je reçois sont des dollars. Il me semble que les bénéficiaires que je fais à la Bourse sont des dollars qui se dépensent aussi facilement que les autres. Ils achètent autant de bière que mes dollars des allocations familiales.

Les propositions de Carter constituaient un changement assez fondamental. Si les libéraux s'intéressaient au changement, ils leur auraient accordé plus d'attention. Même s'ils avaient perdu un peu de popularité, ils avaient l'occasion d'appliquer ces modifications. Pas la troisième année de leur mandat—nous avons tous vu la petite brochure qui décrit les trois premières années du gouvernement actuel—mais ils auraient pu le faire la première année. Ils n'avaient pas besoin d'entreprendre cette foutaise de Livre blanc, d'amorcer un dialogue avec le public canadien qu'ils n'écoutent pas de toute manière. Ils n'avaient qu'à découvrir quels secteurs de la population s'opposaient véhémentement à certaines parties du rapport et à y apporter des modifications.

Si les recommandations du rapport Carter ont quelque valeur, quiconque veut les étudier se rendra compte que cette valeur découle de l'acceptation de toutes les propositions avancées dans une formule globale, et non de leur adoption fragmentaire. Nul doute que certaines de ces recommandations nuisent à certains secteurs de l'écono-

mie, mais, dans l'ensemble, il faut reconnaître qu'elles constituent réellement une réforme fiscale. Si elles avaient été complètement mises en œuvre, le Canada en aurait largement bénéficié, ce qui ne sera pas le cas, si elles sont adoptées par bribes.

Je me demande pourquoi les propositions avancées par ce que j'appelle les tenants de la libre entreprise, à défaut d'une meilleure expression, semblent toujours bonnes si elles rallient l'appui des compagnies minières ou de l'industrie. Je connais bien des mineurs d'un bout à l'autre du pays qui ne les trouvent pas bonnes. On n'exploite plus de mines à Kirkland Lake à l'heure actuelle. Les sociétés minières ont extrait à peu près la moitié de la richesse d'une génération qu'on a expédiée en d'autres coins du globe pour engendrer la richesse dans ces endroits, alors que dans le même temps, elles n'ont absolument rien fait pour la communauté de Kirkland Lake. Elles n'y ont même pas construit un centre récréatif. La ville de Cobalt se trouve dans une situation semblable, le berceau des gisements miniers canadiens. Pendant un certain nombre d'années, les habitants de cette ville ont tiré le diable par la queue.

La plupart des exploitations minières ont aujourd'hui fermé leurs portes, et les employés ont été licenciés. Ces sociétés disent qu'elles attendent que quelque chose se passe. Ce que j'aimerais qu'elles fassent, c'est qu'elles obligent le gouvernement à décider de construire une fonderie au Canada au lieu d'envoyer nos minerais concentrés au Texas ou à St. Helena. On accorde à ces sociétés qui extraient de l'uranium une déduction complète de leurs dépenses, pour une période de dix ans. On leur donne un bénéfice sur tout ce qu'elles dépensent, pour une période de cinq ans, dans ce cas. Mais ces mesures ne sont pas nécessairement bonnes pour les Canadiens qui remboursent encore un emprunt à la Société centrale d'hypothèques et de logement, afin d'agrandir leurs entreprises, dans ce domaine particulier.

De nombreux mineurs ont été incapables de trouver un nouvel emploi après leur licenciement. Ils s'étaient habitués à un niveau de vie qu'ils n'ont pas pu retrouver et qu'ils ne pourront probablement jamais retrouver. Il n'est pas toujours sage de développer l'industrie d'une manière globale, car lorsque l'industrie commence à se développer, elle le fait généralement aux dépens d'autre chose. Je vais donner un exemple à la Chambre. Récemment, une mine d'or de ma propre région a fait savoir qu'elle allait fermer ses portes. La société en cause a des rapports considérables avec la Panarctic, et je crois qu'elle essaie d'obtenir du Trésor 11 millions de dollars à investir dans d'autres activités de la Panarctic. Peu leur importent les 300 ou 400 employés qu'ils occupaient dans la région de Kirkland Lake; on a décidé que ces fonds sont nécessaires pour réaliser des bénéfices ailleurs. Quant au public canadien, on n'en tient aucun compte.

Je crois que la situation au Canada a changé radicalement du fait de la surtaxe imposée par les États-Unis. Elle est autre aujourd'hui qu'il y a six mois. En outre, à mon avis il est temps que notre structure fiscale corresponde un peu plus à notre intérêt national pour nous permettre de ne pas dépendre économiquement des États-Unis. Cela ne vous a-t-il pas étonné, monsieur l'Orateur, que les représentants de dix pays se réunissent maintenant en Europe pour décider du meilleur moyen de fonctionnement du système monétaire international et que le Canada, un des dix pays participants, ne dispose que d'un vote contre les neuf des États-Unis? En d'autres termes,